

Andrea Martini Rossi

Escalade militaire dans l'État Kachin

Le conflit armé entre la Tatmadaw (armée birmane) et l'armée de l'indépendance kachin (KIA), débuté en juin 2011, s'est poursuivi en 2012 (voir *Indigenous World 2012*). La Tatmadaw a déployé près du quart de ses bataillons dans l'État kachin et a accru son offensive d'artillerie dans les opérations en cours contre la KIA. Les combats ont touché 15 des 18 communes de l'État kachin et 6 dans le nord de l'État shan.

Les commandants de la Tatmadaw ont ignoré les deux ordres de cesser les combats contre la KIA, émis par le Président Thein Sein en décembre 2011 et janvier 2012. Malgré les déclarations de la Tatmadaw selon lesquelles ces opérations étaient une réponse à l'agression de la KIA, de nombreux cas d'attaques de sa part contre des civils innocents ont été rapportés, en violation des droits de l'homme internationaux. Ces violations, commises par des soldats, incluent des meurtres de civils, des arrestations arbitraires, des tortures, des travaux forcés, des viols de femmes et des destructions de propriétés¹.

Fin décembre 2012 l'agression de la Tatmadaw s'est aggravée par l'utilisation des hélicoptères et des avions de combat pour bombarder les positions de la KIA près de son quartier général dans la commune de Momauk, Laiza.

Malgré plusieurs réunions entre le régime et les représentants de la KIA, celle-ci ne put prendre sérieusement en considération les offres de dialogue du régime en raison des offensives continuelles de la Tatmadaw.

Le nombre de personnes déplacées augmente dans les États kachin et shan

Par suite de l'agression de la Tatmadaw, le nombre de personnes déplacées, qui était estimé à 50.000 au début de l'année a atteint 75.000 en décembre. En outre, environ 10.000 personnes ont fui en Chine pour trouver une sécurité relative dans des camps de fortune de la province du Yunnan.

Alors que les personnes déplacées dans les régions contrôlées par l'État kachin reçoivent quelque assistance des autorités et des organisations humanitaires internationales, le gouvernement empêche l'aide humanitaire de parvenir dans les régions contrôlées par la KIA. Les autorités du régime ont seulement permis 3 petites livraisons de l'ONU en 2012. En conséquence, environ 40.000 personnes déplacées ont souffert deux hivers terribles avec l'aide minimum donnée par des organisations communautaires.

¹ Assemblée générale de l'ONU, 67ème session, *Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar*, 25 septembre 2012, doc. ONU A/67/383

La persécution continuelle des Rohingya entraîne des violences sectaires mortelles dans l'État d'Arakan

En 2012, les anciennes tensions entre les bouddhistes Rakhine et la minorité musulmane Rohingya ont tourné en violences sectaires. Les émeutes se sont déclenchées quand 3 Rohingya furent accusés, le 28 mai à Taunggoat, du viol et du meurtre d'une femme rakhline. L'incident fut suivi, 6 jours plus tard, par le massacre de dix pèlerins musulmans par 300 Rakhine dans la commune de Taunggoat.

Trois grosses vagues de violence entre les deux communautés se sont produites en juin, août et octobre et se sont étendues à 14 des 17 communes de l'État arakanais. Selon les chiffres officiels, 178 personnes furent tuées au cours des troubles et plus de 10.000 maisons et bâtiments religieux furent brûlés. Les organisations humanitaires craignent que les chiffres réels soient beaucoup plus élevés.

Les troubles ont déplacé 115.000 personnes à l'intérieur de l'État d'Arakan, la grande majorité étant des Rohingya. Des milliers d'entre eux ont essayé de trouver refuge en s'enfuyant, en bateau, au Bangladesh.

Le régime n'est pas intervenu pour arrêter les violences, malgré l'imposition du couvre feu dans de nombreuses communes et la déclaration de la loi martiale dans tout l'État d'Arakan. Sous le prétexte de restaurer la loi et l'ordre, la police et les forces de sécurité de la frontière (appelées Na Sa Ka) et les troupes de la Tatmadaw ont commis de graves violations des droits de l'homme : violences et meurtres, arrestations de masse et viols de femmes qui ont principalement visé les communautés Rohingya.² En novembre, le régime a annoncé qu'à la suite des troubles il détenait plus de 1.000 personnes depuis juin. En décembre, de nombreux rapports ont révélé que les autorités détenaient des Rohingya pour leur implication présumée dans les émeutes de juin.

Au lieu d'œuvrer à la réconciliation, le Président Thein Sein et des ministres ont attisé les tensions en faisant des déclarations qui reflétaient les comportements de longue date discriminatoires envers les Rohingya. En juin, le Président a proposé, comme solution aux troubles, leur déportation totale dans un autre pays ou leur mise à l'écart dans des camps de réfugiés. Des ministres les ont qualifiés de "Bengali" et prétendu qu'ils étaient des "immigrés illégaux venus du Bangladesh" qui n'avaient donc aucun droit à la citoyenneté birmane.³ Le régime a aussi déclaré que les Rohingya seraient exclus du recensement national prévu en 2014.⁴

En août, le Président a nommé une Commission de 27 membres pour enquêter sur les troubles et faire des recommandations pour une coexistence pacifique entre les communautés bouddhistes et musulmanes en Arakan. Cette commission ne comporte aucun représentant rohingya. Par contre, elle comporte plusieurs membres connus pour

² Human Rights Watch, *The government could have stopped this (Le gouvernement aurait pu arrêter cela)*, 1^{er} août 2012

³ Deutsche Presse-Agentur, *Rohingyas are not citizen : Myanmar minister*, 30 juillet 2012

⁴ Democratic Voice of Burma (la Voix démocratique de la Birmanie) *Minister rejects calls for int'l investigation in Arakan*, 13 juillet 2012.

leur position anti-Rohingya. Il était prévu que cette Commission présenterait les résultats de son enquête le 31 mars 2013.

Le déplacement massif de populations dû aux troubles a créé une grave crise humanitaire en Arakan. Le régime a interné les Rohingya et les Rakhine dans des camps séparés. Certains camps pour les Rohingya ont été décrits, par les travailleurs sociaux, comme des "prisons à l'air libre", "parmi les pires en Asie".⁵

En revanche, les Rakhine étaient hébergés dans des camps aux bien meilleures conditions de logement, d'accès à l'eau et de sanitaires. En outre, dans de nombreuses occasions, les communautés rakhine ont empêché l'ONU et d'autres organisations d'aide internationale d'apporter une assistance humanitaire aux Rohingya, prétendant que l'aide était dispensée de façon discriminatoire et partielle.

Malgré la signature d'accords de paix, les questions politiques fondamentales restent sans solution

En 2012, Naypyidaw ⁶ a poursuivi les négociations de paix avec les groupes ethniques armés. En dépit des appels répétés des groupes ethniques pour établir un calendrier et des négociations avec tous les groupes, le régime a imposé un processus en trois temps (négociations au niveau de l'État, négociations au niveau national et signature d'un accord de paix formel au parlement) qui ne comportait aucune échéance et impliquait des entretiens séparés avec chaque groupe. Douze d'entre eux ont signé des accords avec Naypyidaw⁷. Ces accords portent principalement sur des aspects de procédure (cessez le feu, ouverture de bureaux de liaison, démarcation de territoires et assistance économique) mais ne répondent pas aux questions politiques fondamentales.

Le régime écarte, au moins momentanément, l'épineuse question de l'incorporation des armées ethniques dans la Tatmadaw des Garde frontières. Mais il exclut du calendrier toute discussion sur une solution politique à long terme qui assurerait le respect des droits des nationalités dans le cadre d'une véritable union fédérale.

Plus préoccupante encore est l'insistance de Naypyidaw à promouvoir un développement économique – sans répondre aux doléances politiques des nationalités – qui apporterait la paix dans les zones ethniques. Le régime favorise ainsi ses propres intérêts économiques (et ceux qui sont liés aux groupes d'affaires) durant les négociations de paix avec l'Union nationale karen et le Nouveau Parti de l'État Mon. Nypyidaw pousse à l'établissement de davantage de zones industrielles dont on sait qu'elles conduisent au déplacement de populations, à la dégradation de l'environnement, à la violation des droits de l'homme et à augmenter les tensions entre

⁵ Guardian, *Burma "creating humanitarian crisis" with displacement camps in Arakan*, 31 juillet 2012

⁶ Naypyidaw est le nom de la nouvelle capitale et donc le siège du gouvernement

⁷ Les 12 groupes sont : le Parti de libération de l'Arakan, le Front national Chin, la 5^{ème} brigade de l'Armée bouddhiste démocratique Karen,, le Conseil de paix de l'armée de libération nationale karen, le Parti progressiste national karen, l'Armée de l'Alliance nationale démocratique, le nouveau Parti de l'État Mon, l'Organisation de la libération nationale Pa-O, l'Armée du nord de l'État Shan, l'Armée du sud de l'État Shan, l'Armée de l'État Wa uni.

le régime et les communautés ethniques. En octobre, le régime a annoncé la création de sept nouvelles zones industrielles dans les États ethniques dont trois dans l'État karen.

Quoique les pourparlers de paix contribuent à une désescalade des conflits armés dans plusieurs régions ethniques, la situation restait tendue et les cessez le feu fragile par suite du refus de Naypyidaw de réduire sa présence militaire dans la plupart des régions. Les troupes de Tatmadaw se heurtent fréquemment avec l'Armée du sud et l'Armée du nord de l'État shan et avec l'Armée de libération nationale Karen. Les soldats de Tatmadaw ont continué à commettre de graves violations des droits de l'homme contre les populations locales, comprenant des attaques contre les civils et du travail forcé.

Les partis ethniques écartés des élections, des votants privés du droit de vote

Le 1^{er} avril des élections partielles ont eu lieu en Birmanie pour 45 sièges laissés vacants par la nomination de leurs titulaires à l'exécutif – tous appartenant au Parti du développement et de l'union solidaire, pro régime (USDP). Déçus par leur expérience des élections générales de 2010 (que la communauté internationale avait unanimement condamnées comme ni libres ni justes) la plupart des partis politiques ethniques n'y participèrent pas. Seuls 5 d'entre eux y prirent part avec 7 candidats. Répétant ce qui s'était passé en 2010, le régime a privé de leur droit de vote quelque 200.000 électeurs dans les zones ethniques. 9 jours avant les élections, la Commission électorale du régime a brusquement annulé le scrutin dans 3 circonscriptions de l'État kachin. Elle a justifié ce changement en arguant que la situation ne permettrait pas des élections libres et justes en raison du conflit en cours. La Ligue nationale pour la démocratie conduite par le Prix Nobel de la paix, Daw Aung San Suu Kyi a gagné 43 sièges des 45 à pourvoir, les deux autres allant à l'USDP et au Parti démocratique des nationalités Shan (SNDP).

Les pouvoirs législatif et exécutif ne répondent pas aux revendications des nationalités

Les Parlements de sept États ethniques⁸ ont continué à jouer un rôle très marginal pendant toute l'année. En 2012 les assemblées locales ont siégé durant moins de deux semaines en moyenne durant lesquelles leurs membres n'ont adopté aucune loi significative. Quoique réuni plus régulièrement que les assemblées locales, à Naypyidaw, le Parlement national, dominé par l'USDP et les militaires nommés n'a produit aucune loi répondant aux questions importantes pour les nationalités. Il n'a, en outre, ni abrogé ni amendé les lois répressives comme la loi sur les associations illégitimes, fréquemment utilisée par les autorités pour détenir des citoyens, des militants et des hommes politiques dans les zones ethniques.

Les partis politiques ethniques se plaignent qu'ils n'ont aucun représentant parmi les

⁸ Le Myanmar est divisé en sept régions (autrefois appelées divisions) et sept États, ces derniers étant classés selon leur composition ethnique: les États Chin, Katchin, Kayin, Kayah, Mon, Rakhine et Shan. La création de cinq zones et de cinq divisions soi-disant auto-administrées pour des groupes ethniques plus petits mais peuplés substantiellement, est nouvelle.

onze nouveaux ministres nommés par le Président Thein Sein lors du remaniement du cabinet en août et septembre.⁹

Andrea Martini Rossi est un chercheur italien travaillant sur les droits de l'homme. Il a travaillé en Europe, Amérique latine et en Asie et est actuellement senior Research officer au siège de Bangkok de l'ALTSEAN

*Source : IWGIA, Indigenous World 2013
Traduction pour le GITPA par Simone Dreyfus-Gamelon*

⁹ Des membres du parlement appartenant aux minorités ethniques ont déclaré le 4 octobre 2012(ici des mots brouillés illisibles sur mon texte, S.)